

La lutte pour la mémoire et le régime de la transition
Pedro A. García Bilbao
Foro por la Memoria de Guadalajara

SOCIOLOGÍA CRÍTICA

Artículos y textos para debate y análisis de la realidad social
<http://dedona.wordpress.com>

*Passeurs de Mémoire(s). Histoire(s) de l'Espagne républicaine
Ateneo Republicano du Limousin. 6 mars 2010*

La lutte pour la mémoire et le régime de la transition

Pedro A. García Bilbao

Foro por la Memoria de Guadalajara

Chers amis, je veux d'abord remercier l'Ateneo Republicano du Limousin pour son invitation à participer à cette journée consacrée aux frontières entre mémoire individuelle et mémoire collective. Trois quarts de siècle se sont presque écoulés depuis les événements de la guerre civile espagnole et l'occupation de la France pendant les années de la Deuxième Guerre mondiale et c'est un moment historique particulièrement approprié pour mener une réflexion comme celle qui vous nous proposez ici.

Dans votre invitation vous jouez avec le mot Histoire et histoires et vous mélangez les histoires personnelles -le souvenir personnel mais aussi familial- et l'Histoire, ainsi, au singulier, comprise comme l'histoire de tout un pays ou de toute une société. C'est un sujet d'une importance extrême et à propos duquel des recherches remarquables ont été faites. Souvenons-nous de Paul Ricoeur et de Maurice Halbwachs- lui-même mort en déportation-, qui à des époques différentes traitèrent cette question et firent des apports que nous devons tous prendre en

compte. Il y eut un moment où le peuple est entré concrètement en scène et, dès lors, dans la vie collective de nos sociétés, lorsque l'Etat désire représenter symboliquement sa fondation ou les valeurs politiques et morales sur lesquelles repose notre vie démocratique, on en appelle à la mémoire de ceux qui se sacrifièrent pour nous tous, leurs contemporains ou les hommes et les femmes d'aujourd'hui.

Dire mémoire collective dans une société démocratique signifie se souvenir de ceux qui la rendirent possible, se souvenir que les libertés et les droits sociaux et politiques ne s'obtinrent pas de manière accidentelle mais qu'il fallut lutter pour eux : la perte de la mémoire collective nous déconnecte de notre passé, de notre expérience et nous condamne à un présent sans identité que n'importe quel contemporain pourrait manipuler Mémoires de la lutte et des sacrifices pour les libertés ne sont pas les seules évocations que suggère le concept de mémoire collective, mais elles sont parmi les plus importantes.

Les années de la II^e République espagnole et de la III^e République française furent particulièrement difficiles pour nos deux peuples : dans les deux cas, les tensions internes de nos sociétés, fruits de leur propre histoire et de l'ouverture de processus de modernisation sociale dans chacun des cas, furent accélérées de manière brutale dans un cas par un coup d'état et dans les deux cas, cela est vrai aussi pour l'Espagne, par l'agression étrangère du nazisme. Après 1944-1945, la France retrouvée, enfin à nouveau libre, reprit le cours de sa propre histoire et le souvenir collectif - mémoire est l'autre façon de le nommer- des efforts pour défendre la liberté et la souveraineté nationale dans les années difficiles comme celles de l'Occupation

et la guerre mondiale fut maintenu. Ce souvenir collectif se traduit par des monuments, des actes publics auxquels participent non seulement des citoyens mais aussi les autorités. Il se traduit aussi dans des politiques actives de mémoire qui soutiennent des programmes éducatifs dans les cursus d'enseignement, des musées et des discours muséographiques qui recueillent, valorisent et respectent ces aspects de la mémoire, adressés aux jeunes comme aux vétérans. Il n'y a pas eu seulement une réflexion universitaire de haut niveau mais aussi des politiques institutionnelles de mémoire unissant l'Etat et les citoyens dans des manifestations publiques qui illustrent le respect de la société française à ceux qui donnèrent leur vie pour les libertés de tous et furent victimes de l'agression fasciste. La France n'est pas le seul pays où cela se produit, où l'Etat et la société civile mettent en scène publiquement ce respect, mais dans le débat d'idées sur la nature collective de la mémoire comme un élément indispensable dans la vie civile des sociétés démocratiques, l'apport du peuple français est d'une grande importance.

Nous savons tous que dans le cas espagnol les choses furent différentes. La fin de la guerre mondiale, malgré la résistance héroïque des Espagnols, ne fut pas synonyme de libération ; il fallut attendre le retour de la démocratie jusqu'en 1977 ; ce furent de longues années sous la dictature qui s'évertua à justifier sa propre existence et déploya d'immenses efforts pour falsifier le passé. En plein XXI^e siècle, en 2010, nous les Espagnols, nous vivons un intense débat sur le sort de la mémoire historique dans notre pays. Et peut-être, l'une des premières choses que nous avons apprises c'est que l'état de santé démocratique de la société

espagnole peut s'apprécier en regardant le degré de respect public, tant civil qu'institutionnel, que reçoit la mémoire historique.

J'ai intitulé cette contribution au débat « *La lutte pour la mémoire et le régime de la Transition* » Mon intention est de me livrer à une brève révision de la situation, comment nous l'interprétons, nous qui, en plus de consacrer un effort universitaire à la compréhension de ces processus, participons activement en tant que citoyens aux débats et aux actions au sein de la société civile espagnole. Les circonstances font que mon appartenance à la direction nationale de la *Federación Estatal de Foros por la Memoria*, m'offre l'occasion de vivre de près l'évolution de ce phénomène sociologique que nous connaissons en Espagne sous le nom de « *mémoire historique* ». Je voudrais donc partager avec vous l'expérience de ces années de lutte citoyenne et je vous assure que j'essaierai de pondérer le plus possible mes opinions. Nous savons, les sociologues, que les opinions de l'observateur peuvent influencer les observations et les résultats si l'on n'y prend pas garde ; nous, les Espagnols, nous distinguons les mots objectif/subjectif et partial/impartial ; la prétention de l'impartialité impliquerait de ne pas avoir d'opinions, de sympathies ou de préférences, ce qui est vraiment compliqué. Mais ce n'est pas le cas, je l'avoue. J'ai sans nul doute une position d'engagement- qui est d'ailleurs publique- avec les libertés et les valeurs républicaines, mais cela ne signifie pas que je ne puisse pas faire un effort d'objectivité, de respect pour les faits, pour ne pas les occulter, pour respecter en somme ce que nous trouvons lorsque nous étudions la réalité.

J'ai parlé dans le titre de « *Régime de la Transition* ». Le

Régime de la Transition en Espagne c'est le système politique démocratique et constitutionnel dérivé de la Constitution de 1978, élaboré après les élections de 1977 et qui consacra la Monarchie de Juan Carlos Bourbon unie à un système clairement parlementaire et constitutionnel. Le mot Transition se réfère au processus de passage entre le Régime de la dictature franquiste et le nouveau régime, homologable au système démocratique occidental classique.

Ce processus de changement eut des caractéristiques spéciales, inconnues dans d'autres pays. Le Roi, chef d'état dans un système constitutionnel parlementaire, ne doit pas son poste au serment à la Constitution mais à des événements antérieurs à la rédaction de cette Constitution. Dans d'autres monarchies européennes contemporaines, les rois sont proclamés après une cérémonie qui engage le Roi ou la Reine envers les libertés citoyennes par un serment public-devant les parlementaires dépositaires de la souveraineté populaire- à la Constitution. En Espagne, cela ne s'est pas produit.

C'est un fait. Le Roi fut choisi par le dictateur, et sa présence, imposée après la mort de Franco, pendant le processus constituant, sans que l'on puisse le remettre en cause. C'était un préalable à la Constitution. Il n'a pas prêté serment à cette dernière. Ne cherchez pas dans les archives cette mise en scène de l'engagement entre peuple et chef de l'Etat, ici le monarque. Ce n'est pas la scène que vous trouverez. Elle sera tout autre, bien différente.

J'ai pris cet exemple pour essayer de montrer comment la mémoire historique sur des faits avérés et sur lesquels se base notre actuel système démocratique est, parfois, une mémoire

« gênante » pour les autorités et les institutions publiques espagnoles.

Vous pouvez considérer, comme certains le font en Espagne, que c'est une question secondaire, que ce fut un pis aller, sans doute nécessaire pour sortir d'une situation historique difficile, et que le résultat final, la flamboyante Espagne démocratique du XXI^e siècle en est la meilleure preuve. Si ce point était le seul problème de dérèglement de notre mémoire collective peut-être pourrions-nous le voir d'une autre manière. Mais ce n'est pas le seul problème que nous rencontrons.

En février 2010 nous manifestâmes à Madrid devant la Cour Suprême de Justice. Il y eut d'autres manifestations également dans vingt autres villes espagnoles ; à chaque fois devant le siège des Tribunaux de Justice territoriaux ; nous la renouvelons chaque mois, et j'ose dire que ces actions sont un succès. Partout, on arbore des pancartes qui réclament Vérité, Justice et Réparation. Ces trois mots, repris de l'ordonnance juridique internationale- et espagnole- comme obligations faites aux Etats envers les victimes de crimes, sont devenus le drapeau actuel du mouvement espagnol de la Mémoire Historique. L'Espagne connut un coup d'Etat, une guerre dans laquelle fut décisive l'agression étrangère et une dictature atroce qui dura des décennies : qu'est-ce qu'un Etat démocratique moderne – comme le prétend l'Etat espagnol- qui oublie les victimes des crimes perpétrés par ce régime ?

Le Régime de la Transition a oublié les victimes de la dictature. Imaginez une France, une Italie ou une Allemagne où il n'y aurait aucun espace public ou de respect institutionnel pour les victimes. Essayez de l'imaginer un instant, que pas une parole

d'encouragement, d'affection ou de pitié envers les victimes dans les déclarations de leur chef d'Etat à l'occasion des commémorations ou de l'éphéméride officiels ne soit prononcée. Il est difficile d'y croire, entre autres choses parce qu'on ne l'évoque jamais. Mais il n'y a jamais-eu, en trente ans de régime démocratique en Espagne depuis la mort de Franco, un seul mot de souvenir ou de respect envers les victimes du franquisme.

Ce ne fut pas seulement rendu possible par l'attitude du citoyen Bourbon : je ne serais pas surpris que personnellement il en eut ressenti la nécessité. Mais je crains fort que son éventuelle opinion personnelle soit sans importance. L'institution en tant que telle répond par le silence. C'est cela que nous devons souligner. Saint-Just nous enseigna comment pondérer les actions d'un Roi à l'heure de juger ses responsabilités. Ce silence institutionnel de la plus haute magistrature confère un sens à la classification que nous faisons de « régime de la Transition » car c'est l'Etat lui-même qui donne l'impression de se sentir menacé si le Roi montrait un peu d'humanité envers les victimes du régime précédent.

Le fait est qu'une telle manifestation symbolique ne s'est jamais produite. On ne l'a ni exigé, ni jamais reproché aux partis politiques espagnols présents au Parlement (vous savez bien que nous, les Espagnols, nous appelons le Parlement « Las Cortes »). Nous nous trouvons donc devant une attitude partagée. C'est un oubli, une mémoire « collective » défaillante et que quelques défenseurs outranciers du modèle espagnol de transition entre un régime dictatorial et une démocratie considèrent comme indispensable.

Le mouvement de la Mémoire Historique surgit comme

une réponse citoyenne, depuis la base, face à ces contradictions. Je ne vais pas pouvoir m'étendre longuement sur ce problème, assurément complexe, mais je crois que nous pouvons faire un bref résumé de la situation, dans le temps et l'espace qui nous sont impartis.

Habituellement, on parle de l'année 2003 comme le début de ce mouvement social quand dans la province de León, un groupe de citoyens créa une association dénommée « Récupération de la Mémoire Historique », utilisant une expression castillane qui parle de la mémoire comme la connexion entre présent et passé. Avec ce nom, on indiquait que ce processus actif s'était interrompu ; « récupérer » signifiait la reconstruction des liens entre le passé et le présent. Ces liens, où se trouvait la clé de notre identité collective et démocratique, avaient été rompus par le coup d'Etat, la guerre et la dictature, mais le pire c'est que la nouvelle Espagne démocratique de la Transition paraissait avoir renoncé à la tradition démocratique des Espagnols et cherchait sa légitimité dans les années postérieures à 1977 uniquement. Récupérer la mémoire historique fut un concept que tout le monde comprit très vite : chacun à sa manière, mais l'idée s'est propagée. À travers toute l'Espagne, d'autres associations au nom semblable qui prétendaient agir dans une localité ou une région suivant cet exemple pionnier firent leur apparition.

Des Souvenirs, des hommages, des recherches, des cérémonies de respect public aux victimes du franquisme furent menés à bien à partir de 1977 en de nombreuses occasions, mais toujours comme des manifestations privées, avec très peu de participation des institutions publiques quand elles ne faisaient

pas preuve d'indifférence. À partir de 2003, les choses changèrent. L'intensité du mouvement fut étonnante et les autorités se sentirent obligées de réagir. Elles le firent par l'intermédiaire de la législation, donnant des subventions au mouvement mémoriel, mais sans manifester de respect ou de reconnaissance aux victimes dans les cérémonies publiques officielles. Mais ni en 1977 ni en 2003 ni dans les années qui ont suivi ce ne fut facile pour la mémoire historique, chose difficile à comprendre dans une société régie démocratiquement Comment est-il possible que l'on n'ait pas respecté la mémoire des victimes et que l'on ait exilé la vérité, la réparation et la justice ? Il faut chercher la réponse dans un autre mot : impunité. L'impunité du franquisme est le problème qui empêche la démocratie espagnole de rendre hommage aux victimes du franquisme, et que la vérité, la réparation et la justice soient une réalité, consolidant ainsi le système démocratique.

La transition s'est construite sur l'impunité du franquisme. Ou plutôt, sur l'impunité des franquistes, celle de tous ceux qui avaient bénéficié des crimes de la dictature ou en avaient été l'instrument. Cette impunité impliquait l'oubli civil et public des victimes et la dissociation de la mémoire de la démocratie républicaine de la démocratie survenue en 1977.

Il y a des opinions et des interprétations distinctes de ce que j'affirme ici, sans aucun doute, mais je voudrais attirer votre attention sur le procès qui ces jours-ci s'abat sur le Juge Garzón. Le cas est de notoriété publique : ce juge de l'Audiencia Nacional (*institution judiciaire nationale, dont le siège est à Madrid, qui juge notamment des crimes terroristes. ndlt*) avait ouvert une enquête sur les crimes perpétrés par la dictature et qui concernent des

centaines de milliers de victimes. Aujourd'hui c'est lui-même qui est mis en accusation. Un des arguments utilisés contre lui est le suivant : les personnes et actions qu'il considère comme criminelles ou délictueuses avaient bénéficié de la loi d'Amnistie de 1977. Cette dernière, élaborée avant la Constitution, non seulement libérait les prisonniers politiques de la dictature, mais incluait aussi un article qui exonérait de toute responsabilité légale les défenseurs de la dictature. C'est alors qu'en 2010 des millions d'espagnols ont découvert stupéfaits que les franquistes avaient échappé à l'action de la justice et qu'un parti comme la Phalange s'érigait en accusateur d'un juge qui avait essayé de défendre les droits des victimes.

Avant de poursuivre, je ne voudrais pas que cette allusion aux vicissitudes subies par le Juge Garzón soit mal interprétée. Nous sommes nombreux à considérer cet incident comme très grave et nous dénonçons les lamentables agissements du système judiciaire espagnol quand il oublie les victimes, poursuit un juge et nie les crimes contre l'humanité perpétrés par la dictature. Mais affirmer cette position ne signifie pas un appui aveugle au Juge Garzón ; au contraire, sa conduite dans l'affaire des crimes de la dictature mérite de sévères critiques. Nous n'avons pas besoin d'un juge pour savoir que Franco est bien mort, nous le savons tous ; considérer, de plus, que les crimes sont seulement ceux commis jusqu'en 1952- comme l'a exposé le juge dans sa procédure- est plus qu'absurde, c'est une imposture faite à la justice. Le problème est que la timide plainte du juge, qui était beaucoup plus symbolique qu'effective, parut excessive à un secteur du pouvoir judiciaire espagnol qui s'identifie à la nécessité de défendre l'antériorité de la « législation » franquiste. Voilà ce

qui est inquiétant : que l'Etat espagnol soit incapable d'énoncer clairement dans ses textes et ses actions légales que le régime franquiste fut illégal et construit sur les crimes. L'« affaire » (*en français dans le texte.ndlt*) Garzón l'a démontré publiquement, malgré les erreurs du juge et sa discutable trajectoire dans d'autres domaines.

Mais le combat citoyen continue et ce qui s'est passé avec Garzón a supposé une inflexion importante qui a affecté l'opinion publique. Pendant des années l'Etat a voulu que ces contradictions ne remontent pas à la surface. Mais cette époque est révolue. Pendant ces années, nous sommes passés d'un combat quasiment individuel – nourri par des milliers et des milliers de personnes- à une mobilisation collective pour la Vérité, la Justice et la Réparation qui a pour bannière actuelle la dénonciation de l'impunité. La Transition s'est construite sur la négation du passé et la négation de la Justice, négations exigées par les franquistes pour accepter un changement qui ne remettrait en cause ni leur position ni leur influence. Aujourd'hui, nous sommes nombreux en Espagne à penser que cela doit changer.

Mais il ne faut pas croire, cependant, que ces luttes ou demandes citoyennes qui sont surtout symboliques et qui pourraient être facilement satisfaites s'il y avait un minimum de volonté politique parmi les partis démocratiques majoritaires, constituent le problème majeur posé à la société espagnole. En aucune façon. Il y a d'autres problèmes communs à toute l'Europe en ce moment liés à la crise économique et la lutte pour la défense des droits sociaux face à la mainmise des pouvoirs financiers. En Espagne, en plus de ces problèmes, nous sommes

aussi plongés dans une question de principes liée à notre identité démocratique comme nation. Si l'on ne respecte pas les victimes du franquisme et notre tradition républicaine, quel espoir avons-nous de voir respecter et estimer les droits sociaux et civils aujourd'hui ? Nous ne pouvons pas beaucoup espérer du futur s'il n'existe pas de sensibilité démocratique dans les domaines liés à la mémoire.

C'est pourquoi nous pouvons affirmer que le processus de lutte pour la mémoire historique et contre l'impunité des crimes franquistes est une pièce maîtresse dans la reconstruction de l'espace politique de la gauche face aux défis du XXI^e siècle. En Espagne le combat pour la reconstruction de la gauche exige d'assumer le défi de la mémoire historique et le regroupement sous le drapeau tricolore. C'est un processus ouvert actuellement et qui s'est imposé avec vigueur depuis le mouvement de la mémoire historique. Il y a de plus un facteur nouveau : les groupes et les associations citoyennes qui luttent pour une Troisième République convergent avec ce que l'on appelle les groupes de la mémoire. C'est un processus inéluctable.

Effectivement, groupes de mémoire, associations républicaines, associations des familles des victimes, athénées républicains...prolifèrent en Espagne., ils font partie aujourd'hui du paysage social de la gauche et si les partis politiques de gauche désirent garder une certaine crédibilité parmi leur électorat ils doivent prendre en compte, d'une manière ou d'une autre, ce facteur.

Quelle est la carte du mouvement pour la mémoire en Espagne actuellement ?

Nous devrions d'abord rappeler que la situation de la

gauche politique n'est pas très bonne. Bien que le parti socialiste gouverne, les politiques du gouvernement ne sont pas vraiment de gauche dans des sujets essentiels comme les politiques économiques et sociales. Il existe une grande confusion politique. Les partis de gauche ont perdu de leur crédibilité, de leur militantisme et la droite politique et économique impose son discours néolibéral presque sans opposition. Voilà la réalité crue.

A ces conditions partagées par une bonne partie des pays européens, nous, les Espagnols, nous additionnons les nôtres, celles nées de notre propre histoire. Comme j'ai essayé de l'expliquer, la sortie de la dictature a été construite sur l'impunité et l'exil de la mémoire républicaine. Tout au long des années 90, beaucoup de militants de la gauche se démobilisèrent et abandonnèrent les rangs des partis tandis que la représentation parlementaire diminuait. Izquierda Unida passa de 22 députés en 1996 à 1 seul en 2008. Ce n'est pas ici l'occasion d'analyser en profondeur ce phénomène, il suffirait de rappeler que la perte de voix de la gauche est davantage liée aux politiques droitières qu'adoptent les partis de gauche dans les institutions qu'à la perte des valeurs de gauche parmi les électeurs. La droite ne voit pas ses voix augmenter, c'est la gauche sociale qui s'abstient, déçue par la dérive opportuniste ou droitière de ses représentants élus. Ce sont les partis et leurs structures qui ne sont pas à la hauteur de la situation ; le modèle politique de la gauche occidentale forgé dans les années de la guerre froide est en crise et la social-démocratie n'a pas d'espace pour manœuvrer quand la droite économique et politique défend la lutte des classes des puissants. La gauche majoritaire n'a pas de programme alternatif, elle pratique des politiques de droite et n'a ni la volonté ni la

motivation pour faire face au défi de la nouvelle droite.

Cependant, les mouvements sociaux se sont développés. Beaucoup des luttes qui ne trouvaient pas de réponse dans les institutions sont descendues dans la rue. Je ne vais pas en dresser une liste, mais je me concentrerai sur le mouvement de la mémoire. Un mouvement social -la mémoire historique- dont une foule de personnes, déçues des politiques de partis complices avec le modèle espagnol de Transition qui exigea l'oubli de la République, commença à grossir ses rangs. Pourtant ces personnes affluèrent vers ce nouveau front de lutte sans que personne ne les convoque ; ce mouvement naquit d'en bas, des cœurs de milliers de personnes pour qui le drapeau républicain n'avait jamais cessé de flotter ou chez qui on gardait au moins le respect pour ceux qui s'étaient battus pour lui par le passé. Ce fut aussi un phénomène de récupération de leur propre mémoire familiale et personnelle.

L'ainsi dénommée Association pour la Récupération de la Mémoire historique (ARMH) naquit en 2003, comme nous l'avons déjà dit, pour ensuite s'étendre suivant le modèle des franchises, avec des personnes différentes, dans des lieux différents mais avec une même logique, un même nom.

En 2005, une nouvelle association fut créée, « La federación estatal de Foros por la Memoria » avec la claire vocation de coordonner les efforts des *Foros* qui se créaient en milieu départemental ou régional. Le mot « Foro » est en castillan synonyme d'espace de rencontre et de dialogue, mais aussi d'espace où l'on peut arriver à des accords. Les *Foros por la Memoria* sont très différents des associations de « récupération de la mémoire ». J'essaierai de donner les caractéristiques de chacune

d'elles. Les ARMH virent le jour comme associations des familles et luttèrent pour sortir les corps de milliers et de milliers d'assassinés par la répression fasciste qui étaient encore ensevelis dans des fosses communes dissimulées. Sa position politique n'était pas très claire et ces associations ne faisaient pas preuve d'un esprit offensif pour la défense de la mémoire politique de la République. Les *Foros por la Memoria*, de leur côté, se coordonnèrent dès le début avec des objectifs politiques beaucoup plus clairs : il s'agissait de réhabiliter la mémoire de la République et de ceux qui avaient lutté pour la défendre, qu'ils fussent des parents ou non. Les *foros* sont plus exactement des associations de droits civils et d'un clair engagement en défense de la tradition républicaine. Les deux groupes engagèrent la lutte pour sortir de l'oubli les fosses communes dans lesquelles gisaient des centaines de milliers de corps sans identification. Pendant toutes ces années, les informations sur la localisation des fosses et l'identification des corps ont été relayées par la presse espagnole. Très vite l'opinion publique se rendit compte qu'une partie de l'histoire qu'on prétendait oubliée était en train de remonter à la surface. La conduite des *Foros* et de ARMH avait fait sauter le mur de l'oubli et du silence de la Transition et il était de notoriété publique que la société espagnole devait affronter son passé si elle voulait construire une démocratie solide dans son présent.

Dans le mouvement il y a beaucoup d'autres groupes, évidemment. Aujourd'hui nous avons parmi nous « Archivo Guerra y Exilio » association connue de vous tous et qui m'a précédé dans les interventions.

Si je devais établir une classification de ressemblances et

différences entre les groupes mémoriels en Espagne, j'oserais dire que la posture face à l'impunité est essentielle. Pour les uns, la lutte pour la mémoire est moralement nécessaire, mais elle ne doit pas transcender la sphère de l'individuel ou du familial. Pour d'autres, la mémoire est évidemment individuelle, familiale, mais elle a une dimension publique claire : nous parlons d'une guerre et d'une dictature atroces qui causèrent des centaines de milliers de victimes. S'opposent donc les termes de familial et intime face à collectif et public. Pour beaucoup il suffit d'avoir l'appui des institutions aux hommages privés qui se font par centaines ; pour d'autres cela ne suffit pas. La mémoire historique démocratique de notre peuple doit être assumée par les institutions publiques comme partie prenante inévitable. La mémoire des victimes du franquisme et le respect de notre tradition républicaine doit faire l'objet de respect de la part de l'Etat espagnol. Ne sommes-nous pas un pays démocratique ?... Car la démocratie est la référence à la démocratie ; Sans nul doute, l'Espagne actuelle pourrait intégrer dans son patrimoine des marques de respect à son passé républicain ! Cependant en Espagne la majorité de la droite politique et sociale se considère héritière du franquisme. Elle pense que ce coup d'Etat, cette guerre et cette dictature furent nécessaires et se souvenir du passé la gêne énormément. Ce sont des postfranquistes, qui ne se sentent coupables d'aucun crime : les centaines de milliers de victimes ne les dérangent vraiment pas du tout. Dans ces conditions, la démocratie ne pourra jamais être consolidée. C'est pour cette raison que la bataille de la mémoire est vitale, et qu'elle est aussi la bataille pour la vérité et la justice. L'impunité favorise l'avilissement moral. Pour cette raison, l'impunité doit cesser une bonne fois pour toute et

vérité, justice et réparation doivent faire leur chemin.

La question des fosses communes clandestines – c’est terrible d’évoquer cela dans l’Europe du XXI^e siècle- peut nous permettre d’expliquer les différentes postures au sein du mouvement mémoriel. L’Etat développe aujourd’hui une politique active de subventions aux associations des familles des victimes qui désirent retrouver les corps de leurs parents. Grâce à de l’argent public, des associations privées, mais aussi des entreprises, repèrent, exhument, remettent aux familles les corps retrouvés dans n’importe quelle fosse qui a été identifiée. C’est le modèle dominant : l’argent public et l’initiative privée, sans participation de la Justice ni des juges. Un traitement privé, administratif, jamais public ou institutionnel. Nous sommes donc une majorité d’associations à être opposées à cette posture représentée par l’ARMH.

Pour les *Foros por la Memoria*, les fosses sont des preuves de crimes. Des crimes terribles et qui ne sont pas prescrits en accord avec la législation internationale. Nous considérons que les fosses doivent être repérées et ouvertes par les autorités publiques. Les juges doivent intervenir. Ils doivent appliquer les protocoles pénaux des médecins légistes et l’Etat assumer tout le processus. Si l’Etat ne le fait pas, nous le ferons nous-mêmes : si nous trouvons une fosse avec des corps, nous déposons toujours une plainte devant le Tribunal et nous sollicitons l’intervention du Juge, de la police judiciaire, et des médecins légistes. Je dois dire que, jusqu’à présent, l’intervention de l’Etat en application des lois en vigueur n’a pas été obtenue.

Devant les contradictions que toutes ces luttes ont soulevées, le gouvernement du parti socialiste a promulgué une

loi spéciale. Elle est connue comme la Loi de la Mémoire, bien que son nom soit tout autre. Nous, nous l'interprétons comme une loi coupe-feu. Son objectif est de freiner le mouvement mémoriel. Pour la Loi de la Mémoire, les sentences des tribunaux franquistes continuent à être légales. On ne remet pas en cause les tribunaux qui condamnèrent à mort plus de cent cinquante milles espagnols. Le franquisme est considéré comme illégitime mais non pas illégal, tout simplement. Les fosses requièrent- du point de vue de l'Etat espagnol- un traitement administratif, jamais pénal. On soutient l'ouverture des fosses et la récupération des corps par les familles mais jamais l'ouverture d'enquêtes pour crimes contre l'humanité.

Ces problèmes ne trouvent pas de solution. Cela n'a rien à voir avec le passé.

Ceux qui empêchent d'obtenir réparation et justice détiennent des intérêts politiques et privés très puissants liés au présent et au futur.

L'Etat espagnol considère que les victimes du franquisme qui furent spoliées et expropriées par le régime, en plus d'avoir été soumises à des peines carcérales ou à mort, n'ont pas le droit de présenter de requêtes qui leur rendraient leurs biens ou de recevoir une indemnité pour les dommages subis.

Il est honteux que l'excuse avancée pour nier ce droit est que reconnaître ce droit « mettrait en péril la sécurité judiciaire ». Les descendants des bénéficiaires des vols des victimes ou des déportés ont suffisamment de poids et d'influence pour empêcher que l'on mette fin à cette situation.

Le mouvement mémoriel en Espagne est chaque jour davantage un mouvement contre la survie de l'impunité du

franquisme. Ceux qui ont défendu la loi de la mémoire n'osent plus le faire en public. Aujourd'hui ils se disent tous plus critiques.

Nous voulons qu'on reconnaisse officiellement que le franquisme fut une dictature fasciste, une dictature criminelle qui réussit à s'installer grâce à une guerre et à commettre des crimes contre l'humanité.

Nous voulons qu'on reconnaisse que les fosses sont des preuves de crimes contre l'humanité

Nous voulons que soit appliquée en Espagne la Législation pénale internationale et que soient jugés les complices des crimes contre l'humanité.

Ces vœux exprimés ici sont viables. Ils ne sont pas maximalistes, ils pourraient se traduire par des actions concrètes. Il est parfaitement possible de dissoudre la Fondation Francisco Franco (qui non seulement a une existence légale mais qui reçoit aussi de l'argent public) et remettre ses archives aux archives nationales ; il est possible de faire connaître la liste des entreprises qui employèrent des travailleurs forcés et s'enrichirent pendant des années et créer avec ces apports un fond d'aide aux victimes, déclarer nuls les tribunaux militaires putschistes et annuler leurs sentences ou rendre un hommage public, militaire et institutionnel aux membres de la résistance qui luttèrent dans la guérilla antifranquiste. De nombreuses actions modestes sont possibles. Elles sont évidemment possibles. Mais elles exigent une volonté politique et des idées claires. Ce que nous ne rencontrons pas facilement sur ce sujet.

Et permettez-moi d'éclaircir un point. Pour défendre et exiger cela, il n'est pas nécessaire d'être républicain ou de gauche.

Il suffit d'être démocrate et de défendre les valeurs démocratiques.

C'est pourquoi la lutte pour la mémoire n'est pas une lutte de parti, de tel ou tel sigle. Non, en aucune façon. C'est quelque chose qui peut dépasser les frontières des noms et des sigles. Tous ceux qui se disent démocrates devraient pouvoir l'assumer avec sincérité.

Nous, qui sommes républicains, nous estimons qu'assumer cette lutte est une obligation morale, mais nous ne croyons pas être les seuls à pouvoir le faire. Je ne comprends pas comment on peut se proclamer de gauche et ne pas défendre les valeurs républicaines. La reconstruction de la gauche en Espagne exige chaque jour plus de clarté sur ce sujet. La lutte pour la mémoire assumée par des milliers et des milliers de citoyens anonymes participe de ce processus. Le futur est ouvert, et dans les luttes pour les droits sociaux et politiques des citoyens menacés chaque jour davantage par un néolibéralisme insolent qui méprise les droits humains, j'ose dire que la lutte pour la mémoire est indispensable.

Aujourd'hui, ici, parmi vous, dans cet hémicycle où s'exhibent comme deux frères les drapeaux tricolores, je sens que, dans la Triade Républicaine de Liberté Égalité Fraternité, la grande oubliée est la Fraternité, une Fraternité qui m'unit avec émotion à vous, Français ; ce mot Fraternité que nous voudrions tous, j'en suis sûr, qu'il inspirât les politiques de nos pays et de toute l'Europe.

Rien de plus. Seulement merci à nouveau à ceux qui nous ont offert l'opportunité de participer à ce forum. Je n'oublie pas mon grand-père qui, un jour de janvier 1939, traversa la

La lutte pour la mémoire et le régime de la transition
Pedro A. García Bilbao
Foro por la Memoria de Guadalajara

frontière des Pyrénées comme le firent les grands-parents de beaucoup de ceux qui sont ici présents. En souvenir de lui et comme une promesse du futur, laissez-moi terminer par un Vive la République !

Pedro A. García Bilbao
Federación Estatal de Foros por la Memoria
Traduction du castillan par Paloma León